



65th Commission on the Status of Women

Building alliances for women's full and effective participation in public life

Interactive dialogue

Switzerland intervention from the floor

Wednesday, 17 March 2021, 4.00 – 6.00 pm, Informal virtual meeting

Leading questions

Participating stakeholders in the interactive dialogue are invited to address the following questions:

1. What are concrete examples of alliances built to enhance women's participation and leadership and to tackle structural barriers such as the feminization of poverty? As a result of such organizing and mobilization, what policies and programmes have been developed and implemented by different actors?
2. What has been the impact of alliances and what results have been achieved? How did stakeholders work together to sustain results and continued engagement?
3. Which alliances can be built to overcome inequalities within and among countries, including developmental disparities, to promote women's participation everywhere?
4. How did stakeholders ensure that trust, dedication and mutual interests within alliances have been taken on board and that no one is left behind?

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

En 2019, pour la première fois dans l'histoire, plus de 40 % des élus à la chambre basse du Parlement national suisse étaient des femmes.

Ceci est le résultat d'un vaste mouvement national, dont le point culminant a été une manifestation en juin 2019, qui a mobilisé un demi-million de femmes et d'hommes demandant que les progrès vers l'égalité soient plus rapides.

Des femmes de tous les partis politiques et de toutes les régions ont uni leurs forces pour faire campagne en faveur d'une meilleure représentation des femmes en politique et donc d'une meilleure démocratie.

Cependant, les femmes sont encore sous-représentées dans presque tous les organes politiques en Suisse, notamment au niveau municipal.

En tant que représentante d'Alliance F, une ONG qui représente et promeut les femmes en politique, et de la Conférence suisse des délégué·e·s à l'égalité (CSDE), une plateforme nationale qui rassemble les délégué·e·s à l'égalité régionaux, nous sommes convaincus que l'accès aux mandats politiques est un premier pas, mais pas suffisant pour promouvoir l'égalité de genre dans la vie publique. Garantir un environnement exempt de violence et de harcèlement sexuel pour les femmes engagées en politique est une condition préalable pour assurer des progrès durables.

Le harcèlement sexuel met en péril la viabilité et la durabilité de la participation des femmes à la vie publique et mine leur crédibilité. Cet environnement menaçant entraîne des taux d'abandon élevés et une fin prématurée de la carrière politique de nombreuses femmes.

C'est pourquoi les cantons et les ONG collaborent activement pour encourager les femmes candidates par le biais d'initiatives telles que Helvetia Ruft.

Nous sommes également engagés dans la prévention du harcèlement sexuel, car les femmes qui s'engagent activement dans la vie publique sont de plus en plus souvent victimes d'attaques verbales, en ligne et hors ligne. Nous considérons que c'est l'un des principaux obstacles à la participation des femmes à la vie publique en Suisse.

Le gouvernement suisse collabore étroitement avec la société civile pour faire en sorte que les femmes obtiennent un siège à la table des décisions, que leurs voix soient entendues et respectées et qu'elles puissent participer en toute sécurité à la sphère publique. En outre, nous pensons que les parcours remarquables des femmes dans la sphère politique devraient également être rendus plus visibles, afin de jouer un rôle majeur d'exemple pour toutes les femmes du monde qui souhaitent jouer un rôle actif dans la vie publique.

Je vous remercie.